
Notes attentats à Paris

par Etienne Tassin¹

1. De quoi les attentats sont-ils le symptôme ?

De l'échec d'une politique qui ignore depuis des dizaines d'années le changement de composition ou de coloration de la société française et qui tente de s'accrocher à des principes républicains élaborés il y a 140 ans. Or que s'est-il passé depuis cette fondation républicaine ?

Deux guerres mondiales, l'extermination des Juifs, la domination totale, le partage de Yalta, la décolonisation, la crise pétrolière, l'amplification du phénomène migratoire, la relégation des enfants issus des anciennes colonies ou des décolonisations, l'explosion démographiques de banlieues sans aucune politique d'accompagnement, une transformation totale des publics scolaires sans adaptation de l'école républicaine, la montée et la généralisation du chômage, l'accroissement des écarts de richesse et de toutes les inégalités, etc. Et à l'extérieur, l'effondrement des pays socialistes, la globalisation du marché néolibéral, la montée en puissance des BRICS, les guerres continuées du Moyen-Orient, le conflit israélo-palestinien, l'entrée sur la scène mondiale du terrorisme international fondamentaliste d'Afghanistan à la Syrie, les guerres américaines au Koweït et en Irak, les printemps arabes, l'internationalisme Daech. Le monde change vite et fort ; mais les discours n'évoluent pas et les politiques stagnent sur d'anciens dogmes.

Les attentats sont le symptôme d'une république qui n'est plus en phase avec ses populations, d'une société presque totalement vidée de ses attentes politiques, entièrement soumise au productivisme consommatoire ; et avant tout d'une école qui ne joue plus son rôle, celui de

¹ Jeudi 26 novembre 2015 : séance avec étudiants de Pol. Cult. Juliette B.

porter l'esprit vers les plus hautes exigences, mais qui n'est pas non plus capable d'accompagner l'entrée en société des jeunes élèves livrés à eux-mêmes et à la fascination des non-mondes virtuels

2. Les réactions officielles du gouvernement sont-elles satisfaisantes ?

La réponse a été exclusivement policière et militaire ; elle n'a jamais été politique. Au lieu de prendre acte que c'est la société française d'abord qui a produit des terroristes avec ses propres enfants, on a accusé l'ennemi extérieur (guerre à Daech) et stigmatiser les migrations comme si c'était les réfugiés qui apportaient la destruction en Europe.

Double mensonge, double déni : d'une part, les terroristes sont les élèves de l'école républicaine et non des agents de l'étranger même si certains ont été formés en Syrie ; d'autre part, les réfugiés ne sont pas les agents du terrorisme, ils en sont les victimes, ce pourquoi ils ont fui la Syrie ou l'Irak. Il n'y a à ce jour aucune analyse politique, aucune réponse ou initiative politique, aucune conscience que c'est le délitement de la société française sous l'effet d'une politique libérale irresponsable qui est en cause et pas seulement l'instrumentalisation des esprits et des personnes par des puissances maléfiques.

Peut-être faut-il faire la guerre à Daech en Syrie et en Irak : mais qui fera la guerre à la pauvreté, au chômage, à l'indigence coupable des chaînes de télé, à l'inculture des marchés ? Or c'est dans les banlieues que se recrutent les armées de la misère intellectuelle et du ressentiment religieux. Et là, ce n'est pas à la police d'agir mais à la République avec son école, ses institutions culturelles, sa dynamique citoyenne, ses politiques sociales. Mais où sont les opérateurs d'une vie sociale partagée, intense, motivante, signifiante ?

3. Quelle différence entre les attentats de janvier et ceux de novembre ?

Cette différence est essentielle, je pense. Les attentats de janvier ciblaient des catégories déterminées de la population avec un registre d'arguments classiques : les blasphémateurs du prophète ; les Juifs. On a dit que c'était la liberté de la presse qui était menacée, et la communauté juive. Soit ! Les attentats de novembre sont commis sans cibles prédéfinies (des cafés de jeunes de toutes conditions mais plutôt bobo : des auditeurs d'une concert de

musique rock ²) ; et ce sont des attentats suicides. Ces deux aspects sont significatifs. D'un côté, la cible est maintenant la société tout entière dans ce qu'elle contient d'avenir : sa jeunesse. C'est donc la société de consommation libérale impie et joyeuse qui est blessée. D'un autre, les terroristes s'auto-détruisent avec leurs victimes. Ce qui pose certes le problème de savoir comment et pourquoi des jeunes en viennent à se radicaliser au point de faire de leur vie et de leur corps une arme de destruction collective – ce qui est difficile à comprendre —, mais aussi et surtout celui de la logique engagée dans cette opération. Des jeunes s'appliquent rationnellement à se donner les moyens efficaces d'une conduite en elle-même totalement irrationnelle ou totalement déraisonnable. Une rationalité instrumentale est méthodiquement déployée au service d'une irrationalité en valeur.

Cette situation présente trois aspects.

1. Elle en dit long, premièrement, sur l'effondrement de la rationalité qui fut l'apanage de l'Europe moderne et dont l'insignifiance est reprise à leur compte par les terroristes. On ne peut pas se contenter d'invoquer des explications psychologiques (quel type de pathologie psychique est à l'œuvre ?), tactiques (la bombe humaine est la bombe absolue puisqu'elle évacue la question difficile de l'asymétrie du meurtre : tuer sans être soi-même tué), pseudo-religieuses (l'endoctrinement va jusqu'à priver les individus de la liberté de saisir le sens de leur geste ou de percevoir la contradiction logique qu'il y a à tuer pour affirmer une conviction). Ce qui est en jeu est d'une part une situation paradoxale qui échappe à toute logique : en répandant la mort de manière indéterminée, on invalide pour les autres le combat qu'on mène afin de constituer une société vraie ; et on révèle par là qu'il n'y a aucun objectif positif qui peut résulter de la négativité des moyens, ou aucune construction qui peut procéder de la destruction. C'est d'autre part une situation paradoxale qui demande une interprétation politique de la logique qui la commande, c'est-à-dire de la logique de la terreur.

2. Elle met en avant, deuxièmement, une logique de mort qui est en tout point comparable à celle que Arendt a mise en évidence à propos de la logique de la domination totale, laquelle ne peut pas faire autrement que de s'accomplir en une logique de destruction totale : la terreur mobilisée à titre de moyen se révèle bientôt la seule fin de l'usage de la terreur. La domination ne s'exerce pour rien d'autre que la domination et son mouvement de

² Il est tout à fait possible de spécifier ces catégories d'un point de vue sociologique, cela ne changera rien à l'indétermination des populations atteintes ; il est aussi possible de repérer des éléments d'antisémitisme dans l'attaque du Bataclan, ou au contraire de souligner l'extrémisme droitier du leader du groupe musical, cela ne change rien à l'indétermination du public, excepté l'âge.

radicalisation ne peut pas aboutir à autre chose qu'à la destruction de ce à quoi elle s'applique. La terreur est autodestructrice : elle commence par éliminer les ennemis, puis celles et ceux qu'on décrète des ennemis potentiels et enfin par détruire ceux qui exercent la terreur eux-mêmes (SS éliminant les SA, procès de Moscou, etc.)

3. Cette logique définit donc, troisièmement, un nouveau concept de pouvoir qui, comme l'a dit Arendt à propos de la domination totale, ne se laisse plus comprendre par une logique d'intérêts, d'avantages ou de bénéfices liés à la disposition du pouvoir, mais qui est un pouvoir radicalement immotivé ou justifié par sa seule logique de domination destructrice. Ce pouvoir échappe à toute rationalité téléologique ou utilitaire. Or c'est ce qu'il se passe avec ces attentats qui visent à répandre la mort pour la mort jusqu'à inclure ceux qui la donnent dans l'ensemble indéfini de ceux qui la reçoivent.

Tout ceci signifie que nous devons analyser le terrorisme comme une variante moderne du totalitarisme et l'interpréter relativement aux catégories de l'analyse de la domination totale qui n'a pas d'autre issue que d'accroître la terreur jusqu'à la destruction totale. C'est la même logique qui commande la « politique » de Bachar el Assad et celle de Daech, à un point de radicalité supérieure dans le cas de Daech puisque « l'Etat Islamique » n'est en réalité pas un Etat mais un mouvement totalitaire qui se donne pour un « Etat ».

Arendt a au milieu du XX^e siècle analysé la *domination totale* ; nous savons depuis le dernier quart du XX^e que nous vivons dans un monde de *domination globale* ; il nous faut comprendre que Daech est le fer de lance d'une *domination radicale* ou *fondamentale*. Il y a eu un système totalitaire ; nous vivons sous un pouvoir globalitaire ; avec la systématisation des attentats nous découvrons un pouvoir radicalitaire, un pouvoir fondamentaliste. Si tout distingue la domination globale de la domination totale, il nous faut aujourd'hui être capable de reconnaître les paramètres d'une domination radicale : destruction de la liberté de penser, total assujettissement des êtres dans leurs esprits, dans leurs conduites sociales (vêtement, codes interactifs, rituels, barbes, voiles etc), endoctrinement sacrificiel, instrumentalisation d'une dogmatique religieuse, déterritorialisation des champs d'interventions couplée à une reterritorialisation de zones colonisées (Nord Syrie et Irak, Nord Mali, Nigeria, Lybie, Somalie ...) Ici, comme dans le cas du système totalitaire, l'idéo-logique (au sens d'Arendt d'une logique des idées) commande jusqu'à la négation de l'expérience du monde et du monde lui-même (Palmyre). Plus l'usage systématique de la terreur sur le mode de la

surenchère et de la mise en scène ; la destruction des rapports symboliques entre les personnes (le fils tue le père devant les frères et sœurs), etc.

On peut remarquer qu'un grand nombre de ces comportements sont courants dans les organisations mafieuses pour provoquer des affiliations irréversibles. Mais la Mafia est encore commandée par un code de l'honneur qui régleme et justifie l'usage calculé de la terreur et les éliminations ciblées, interdisant les meurtres de masses si ceux-ci ne sont pas de l'ordre de représailles. Ce n'est plus le cas de la domination fondamentale qui radicalise la terreur et la mort sans limites.

(De ce point de vue, le film qui dit la vérité des terroristes de Daech est *Mad Max 4, Fury Road*, par sa mise en scène de l'exaltation de la mort par les Valkyries pour faire entrer les guerriers au Valhala.)

4. Que peut-il advenir de cela ?

De la terreur, évidemment rien, par définition. On n'a pas affaire à un choc des civilisations comme on l'entend dire ça et là bêtement, parce que Daech, l'EI, pas plus que Al Quaida, Aqmi, Boko Haram etc. ne sont porteurs d'aucune civilisation. Ils sont la négation de la civilisation, le rêve d'une vie sans esprit et sans vie ; ils sont la négation de l'Islam, sa réfutation en acte.

S'il y a choc, c'est peut-être au sein de l'Islam entre Sunnites et Shi'ites, mais ce n'est certainement pas entre « nous » et « eux ». Il ne peut rien sortir du terrorisme, pure force de destructivité sans créativité qui n'a d'autre issue que la mort. Le problème n'est donc pas d'opposer à la logique de mort du terrorisme une autre logique de mort calculée (police, armée). C'est l'affaire du gouvernement. Mais ce n'est pas, de loin, la seule affaire du gouvernement et on ne peut pas croire avoir tout fait et tout dit parce qu'on a décrété l'état d'urgence, renforcé les pouvoirs administratifs au détriment des pouvoirs judiciaires, interdit les manifestations et envoyé les avions bombarder Raqqa.

La question est politique et non policière. Il s'agit de se redonner les conditions d'une société à laquelle les actes terroristes nous apprennent que nous avons renoncé. Dans son horreur inacceptable, il y a une leçon du terrorisme, à savoir qu'il est urgent — là est la vraie

urgence — de reconduire la société à ce qui lui donne sens et qui en fait une exigence politique : faire monde commun contre les dogmatismes unitaristes, identitaristes, communautaristes.

Etienne Tassin, LCSP Paris Diderot USCP